

Entretien avec Martine Aubry

(France Inter, 19 mai 2010)

réalisé par N. Demorand

Le PS a enfin présenté hier soir ses propositions sur les retraites, qui prennent totalement à rebrousse-poil l'ensemble du débat tel qu'il s'est déployé jusqu'à présent. Maintien de l'âge légal à 60 ans, pas d'augmentation de la durée de cotisation, financement par la création de taxes sur le capital. On va y venir à chaque fois et sur chaque point en détail, mais expliquez-nous déjà pourquoi ces choix et quelle est, en quelque sorte, la philosophie des 8 pages que j'ai sous la main ? Et ces 8 pages c'est le projet de réforme des retraites du PS.

Eh bien, je crois que les choses sont assez simples. Les Français aujourd'hui sont angoissés sur leur retraite. D'abord parce que le Gouvernement dramatise un peu la question, parce que toutes les réformes qui ont été faites, Balladur, Fillon, ont leur a dit « c'est fini, vous allez faire des efforts », c'est les salariés qui ont payé, et les retraités par la baisse de leur retraite, « et vous allez voir, ça va s'arranger », et rien ne s'est arrangé. Et puis je dois dire que le flou actuel du Gouvernement en rajoute. Nous, nous travaillons depuis plusieurs mois sur cette réforme des retraites, nous ne dramatisons pas, mais nous ne sous-estimons pas non plus le besoin. Il y a un besoin de financement, nous reprenons les chiffres du Conseil d'orientation des retraites, qui est de 45 milliards en 2025. Donc c'est une bonne chose de se mettre en 2025, même si on sait que les hypothèses de croissance du COR sont très faibles et que nous espérons faire plus. Et s'il y a, par exemple, un demi-point de croissance en plus, il faut le dire aux Français, c'est la moitié du déficit qui tombe. Mais nous nous sommes quand même situés avec les prévisions du COR. A partir de là, nous, nous voulons une réforme durable, c'est-à-dire qu'on va sur le moyen et le long terme, ce n'est pas des petits coups. Nous voulons une réforme juste, c'est-à-dire qui répartisse les financements de manière juste, et qui prenne en compte la situation propre de chaque Français - la pénibilité, l'usure au travail. Et puis nous voulons une réforme efficace, c'est-à-dire qui effectivement permette de garder notre retraite par répartition, et de reprendre confiance dans l'avenir, pour les retraités, mais aussi pour les jeunes qui rentrent sur le marché du travail.

Donc vous contestez pleinement et totalement l'argument démographique qui consiste à dire "nous vivons plus longtemps, donc nous devons travailler plus longtemps, c'est la clé d'un équilibre du système des retraites", qui est l'argument qui est développé par l'exécutif depuis le début du chantier, si j'ose dire ?

Nous ne le contestons absolument pas. Nous disons, bien évidemment - et c'est une question de bon sens - quand aujourd'hui on a 80 ans d'âge moyen, quand on en avait 70 il y a 20 ans - bien évidemment, on devra travailler plus, d'autant plus qu'on rentre plus tard sur le marché du travail. Ce que nous contestons, nous, c'est que nous demandions uniquement - et d'ailleurs le COR le dit - on ne peut uniquement par la durée de cotisations régler le problème des retraites. C'est cela que nous contestons. Mais nous actons le fait que nous sommes déjà à 41 ans, en 2012 nous serons à 41 ans pour pouvoir avoir une retraite pleine, nous serons à 41,5 ans entre 2023 - enfin on ne sait pas encore exactement - voilà. Nous prenons acte de cela. Et nous disons, si on devait, malgré tout ce que nous prévoyons de juste pour trouver des recettes pour les retraites, si nous devons aller plus loin, nous nous pensons que quand on gagne un an d'espérance de vie, on doit travailler 50 % de plus, six mois, et six mois de plus en retraite. Voilà la règle que nous fixons pour la suite. Donc nous le prenons en compte. Mais disons d'ailleurs que c'est l'apport des salariés à cette réforme des retraites. Mais nous disons ça ne suffit pas. On ne va quand même pas faire travailler, on ne va quand même pas demander aux gens de travailler aujourd'hui 47, 48 ans, c'est ce qu'il faudrait pour pouvoir financer les retraites, ça veut dire que quand on est rentré à 25 ans sur le marché du travail, on devrait travailler jusqu'à 72 ans, ça n'a aucun sens ! Et ça l'a encore moins aujourd'hui qu'on a une population - alors moi j'habite à Lille, dans la région Nord-Pas-de-Calais -, on a une population, sur laquelle je voudrais citer deux éléments, la première c'est qu'entre 55 et 60 ans, en France, les deux tiers des gens sont au chômage, ils ne travaillent pas, c'est pour ça que nous, nous voulons une réforme de société qui aide les seniors à rester sur le travail. Et deuxièmement, on a une population, on est une grande nation industrielle, qui a beaucoup souffert par le travail, qui est souvent usée, et nous voulons que ceux-là puissent, soit grâce aux travaux pénibles, partir plus tôt, soit garder la possibilité de partir à 60 ans quelle que soit leur durée de cotisations. Donc une réforme juste parce qu'elle prend en compte aussi la situation des individus. Mais si on veut travailler plus longtemps, eh bien nous le rendons possible, et nous aidons même par une surcote, pour que ceux qui veulent rester plus longtemps, qui ont décidé de prendre des années sabbatiques au milieu de leur vie, qui se disent moi à 65 ans, je veux continuer à travailler jusqu'à 65 ans, puissent le faire. Donc voyez, c'est des règles collectives de protection, et laisser un choix personnel.

Mais en tout cas, vous contestez qu'aujourd'hui, en 2010, il faille cotiser plus longtemps? Je dis bien aujourd'hui, en 2010. Rendez-vous en 2025 pour en reparler, mais aujourd'hui ?

Personne ne le propose. La loi aujourd'hui prévoit qu'on passe à 41 ans en 2012 et, comme je le disais, à 41,5 ans... Personne ne dit, aujourd'hui, qu'il faut aller plus loin. D'ailleurs, le Gouvernement l'exclut, y compris dans son document. Donc, encore une fois, nous prenons acte de ces changements, de ces mesures, mais nous disons que

certain peuvent travailler plus longtemps, mais nous disons surtout, comme l'ont fait tous les pays, il faut trouver une nouvelle ressource pour les retraites. Aujourd'hui, il n'y a que les salariés qui payent et les retraités. Ce n'est quand même pas anormal que ceux qui gagnent de l'argent, par les actions, par le capital, par le patrimoine, aident au financement des retraites. D'ailleurs, en règle générale, ces profits, qui sont répartis, proviennent du travail des salariés. Donc nous proposons de ne pas toucher aux petites et moyennes entreprises, mais de taxer les revenus des banques - on va peut-être y revenir dans quelques instants - et les résultats des valeurs ajoutées des grandes entreprises.

Encore une question sur l'âge. Pour vous, l'âge légal à 60 ans, c'est non négociable, ça doit rester comme ça l'est aujourd'hui ?

Absolument. C'est non négociable pour deux raisons. Aujourd'hui, 72 % des hommes et 60 % des femmes ont leurs 41 ans de cotisations à 60 ans, c'est-à-dire ont les règles que le Gouvernement lui-même a fixées. Ceux-là même, dont je le dis, les deux tiers sont au chômage entre 55 et 60 ans, et c'est pour ça que nous voulons, nous, faire des propositions pour l'emploi des seniors. Parce qu'on ne peut pas demander aux gens de travailler plus, quand on laisse les entreprises mettre les seniors à la porte pour embaucher des jeunes qui coûtent moins cher. Nous nous sommes beaucoup inspirés de ce qu'ont fait la Finlande, les Pays-Bas, le Canada, qui ont réussi à augmenter le taux d'activité des seniors, et nous espérons vraiment, avec un certain nombre de mesures que nous proposons, qu'après 50 ans, après 55 ans, on arrête de considérer qu'on doit être jeté sur le bord de la route. C'est une vraie réforme de société, et le Gouvernement, lui, ne parle que finance. La retraite, vous savez, la place des seniors dans notre société, c'est une vraie réforme, ce n'est pas simplement aligner des chiffres, même si nous les alignons, car il faut être sérieux et il faut être efficace.

E. Woerth formule, sur la question du financement et des taxes que vous proposez, une critique qui est la suivante : on ne peut pas asseoir une réforme des régimes de retraite sur des taxes de cette nature qui, par nature, au risque de me répéter, peuvent être instables et fluctuer avec la vie économique. Et donc, fonder uniquement sa réforme sur des taxes de cette sorte, présente un risque pour la pérennité même du système. Que répondez-vous à cette critique de fond ?

Je réponds à monsieur Woerth que, aujourd'hui, le système de retraite, à cause de la crise, et parce que les salaires n'ont pas augmenté, qu'il n'y a pas eu d'emplois, eh bien les systèmes de retraite ont perdu 20 milliards. Donc, quand il y a une crise, tous les éléments baissent, que ce soit la masse salariale, parce qu'il y a plus de chômeurs et on n'augmente pas les salaires, ou que ce soient les profits. Il se trouve qu'aujourd'hui, et notamment en parlant des banques, elles gagnaient de l'argent avant la crise, on les a aidées, les contribuables français, pendant la crise, et elles regagnent aujourd'hui, alors qu'on n'est pas encore sorti de la crise, autant d'argent. Donc moi, ce que je remarque quand même aujourd'hui, c'est qu'il est grand temps que les banques payent 15 % de plus d'impôt sur les sociétés, pour aller au fonds de réserve. C'est le deuxième point de

ma réponse à monsieur Woerth. Nous, nous avons mis un fonds de réserve, car il se peut qu'en effet, une année ou l'autre, il y ait un trou, et nous avons mis 36 milliards, que le Gouvernement a ramené à 32, et qui auraient été portés à 150 milliards en 2025 s'ils avaient continué à faire les mêmes versements que nous. Eh bien nous nous proposons que cette taxation des banques aille à ce fonds de réserve. Parce que effectivement, s'il y a un trou dans la croissance, il faut pouvoir financer les choses. Donc moi je veux que les Français soient rassurés, il y a une réforme finançable, juste et durable, des retraites. C'est vraiment cela que nous avons voulu montrer hier.

Que dites-vous à vos camarades socialistes, dont certains mettent en doute l'analyse qui est la vôtre et l'analyse qui est au cœur de ce texte, et qui disent qu'il faut travailler plus, de toute façon, aujourd'hui, considérant, là encore, l'allongement de la durée de vie ?

Mais nous n'avons jamais dit le contraire. Encore une fois, quand je dis aujourd'hui c'est 41 ans et demain 41,5 ans. Mais vous savez, il y a ceux qui s'expriment dans les ondes, c'est en général les mêmes qui m'expliquaient qu'il fallait défiscaliser les bonus et les stock-options parce que c'était moderne, juste avant la crise. Ou qu'il fallait baisser les impôts des plus riches. Et puis, il y a les réunions que nous avons tous ensemble, eh bien hier soir personne n'a dit - d'ailleurs le COR ne le dit pas, le Gouvernement ne le dit pas - il faut aujourd'hui allonger la durée. Nous avons un allongement qui est prévu jusqu'en 2025, personne n'a dit le contraire. Alors moi je ne connais que les discours publics, tenus en collectif. Hier, il y avait une unanimité du Parti socialiste sur ces propositions, parce que, encore une fois, elles sont justes, elles sont crédibles, elles sont efficaces et surtout elles redonnent confiance aux Français dans un système durable.